



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## mutualité sociale agricole

Question écrite n° 84234

### Texte de la question

M. Yvan Lachaud appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur l'inquiétude des représentants des caisses de la mutualité sociale agricole face à l'absence de toute solution pérenne apportée au financement de la protection sociale des exploitants agricoles. En effet, le recours systématique à des crédits bancaires pour couvrir le déficit du fonds de financement des prestations sociales agricoles crée une incertitude majeure pour l'avenir du régime des non-salariés agricoles et, par voie de conséquence, de l'ensemble du régime. Il lui rappelle que ce régime est profondément inséré dans son tissu professionnel, il est aussi l'expression d'une véritable démocratie sociale comme en témoignent les résultats des dernières élections à la MSA qui ont connu une participation exceptionnelle. Les ressortissants de ce régime réclament une application équitable des principes de base de la solidarité ; à cet égard, il semble que les travaux de la commission de compensation démographique aient démontré qu'il suffirait, pour assurer un équilibre global du régime, de tenir compte des profils de consommation en fonction de la pyramide des âges pour la maladie et des durées de cotisation dans chacun des régimes pour la vieillesse. Il lui demande donc s'il entend engager une réflexion de fond pour trouver une solution pérenne au financement du régime des exploitants agricoles.

### Texte de la réponse

L'honorable parlementaire interroge le Gouvernement sur le financement de la protection sociale des non-salariés agricoles, notamment sur la couverture du déficit et les mesures de nature à diversifier les ressources de l'Établissement du fonds de financement de la protection sociale des non-salariés agricoles (FFIPSA). Il convient de rappeler avec force qu'il n'existe aucun risque de non-versement des prestations par le régime de protection sociale des non-salariés agricoles. Comme c'est le cas depuis plus de quarante ans pour l'ensemble des régimes de base de sécurité sociale, les engagements pris seront tenus par la collectivité nationale. Cependant, des difficultés portant sur l'équilibre comptable de ce régime sont apparues, en 2004 et 2005, avec un déficit important de 850 millions et plus de 1,5 milliard d'euros respectivement. Si un tel déficit peut être accepté sur une ou deux années, le Gouvernement est bien conscient que des solutions permettant de retrouver un équilibre pérenne doivent être trouvées rapidement. Ces solutions doivent tenir compte du fait que, compte tenu de la situation démographique du régime, plus de 80 % de ses recettes proviennent de l'État, sous la forme de taxes affectées, et des autres régimes de sécurité sociale, par les mécanismes de compensation démographique. Elles doivent donc s'inscrire dans les grands équilibres des finances publiques. Des travaux importants, associant les différents ministères, les partenaires agricoles, notamment la CCMSA, et les parlementaires ont été menés depuis 2004. Il faut tout particulièrement souligner la qualité des travaux conduits par le comité de surveillance du FFIPSA, présidé par M. Yves Censi, député de l'Aveyron, qui ont largement contribué à faire avancer la réflexion sur le financement du régime. L'ensemble de ces travaux, ainsi que le rapport de la mission commune des inspections générales des finances, des affaires sociales et de l'agriculture, a montré que le déficit du régime n'est pas dû au régime lui-même, mais à des décisions ou des réalités qui lui sont extérieures. Ce rapport fait clairement apparaître que ni la gestion du régime ni une dérive particulière de ses dépenses ne sont en cause. Le ministère de l'agriculture et de la pêche s'est particulièrement impliqué dans

ce dossier et, avec l'ensemble des partenaires, continue à travailler sur la recherche de solutions. D'ores et déjà, le Gouvernement a reconnu que le déficit à la clôture du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) constitue une créance du FFIPSA sur l'État. À l'initiative du ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement, un amendement, adopté lors du débat sur la loi de finances rectificative pour 2005, organise une reprise de créances par l'État pour un montant de 2,5 milliards d'euros sur un total de 3,2 milliards. Concernant le besoin de financement courant, la recherche de nouvelles recettes de fonctionnement se poursuit dans des conditions qui ne dégradent pas le solde du budget de l'État. Le ministre délégué en charge de la sécurité sociale a annoncé, lors de l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale au Sénat, une concertation avec les partenaires sociaux sur la compensation démographique. Le ministère de l'agriculture et de la pêche est attaché au bon fonctionnement et à la pérennité du régime de protection sociale des agriculteurs, et à ce que la MSA continue à apporter aux agriculteurs et au monde rural l'ensemble des services auxquels ils ont droit, dans le cadre de l'organisation mutualiste qui est la sienne.

## Données clés

**Auteur :** [M. Yvan Lachaud](#)

**Circonscription :** Gard (1<sup>re</sup> circonscription) - Union pour la Démocratie Française

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 84234

**Rubrique :** Sécurité sociale

**Ministère interrogé :** agriculture et pêche

**Ministère attributaire :** agriculture et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 31 janvier 2006, page 818

**Réponse publiée le :** 7 mars 2006, page 2418